

enfants a eu lieu en 1988. Depuis cette date les autorités publiques en charge de la famille multiplient les démarches d'information, de sensibilisation auprès du public et des professionnels. Avec le vote de la loi du 10 juillet 1989 une nouvelle étape d'amélioration est amorcée. Elle intègre dans le code de la famille et de l'aide sociale un chapitre spécifique aux mauvais traitements améliorant les pouvoirs du président du Conseil général en matière de prise en charge des enfants maltraités.

Des efforts constants de coordination pour la formation et l'information des professionnels sont enregistrés. Des outils propres à chaque type de professions, dont ce présent livret, sont créés. Il s'adresse aux pédopsychiatres qui se trouvent de plus en plus confrontés dans leur pratique à des enfants victimes d'abus sexuels et leur permet de se situer à l'intérieur d'un réseau d'intervenants chargés de la prise en charge des victimes. Cet outil s'appuie sur des réflexions d'un groupe de travail pluridisciplinaire et pluri-institutionnel qui a fonctionné deux ans au ministère des Affaires sociales.

PROTECTION SOCIALE

DÉPENSER SANS COMPTER Des pensées sans conter

G. Johanet

Paris : Santé de France, 1995, 244 p.

Cet ouvrage dont la lecture est indispensable donne non seulement les clefs des débats actuels et futurs sur le système de santé français, mais il en démontre les rouages et livre des analyses particulièrement pertinentes des dysfonctionnements et des carences actuelles, pour ensuite formuler des propositions pour un meilleur usage du système de soins.

La construction même de l'ouvrage en dit long sur les « tares essentielles » mises en évidence : le système, dépourvu de toute mesure de production de soins, fonctionne donc sans transparence, puisqu'il ne sait pas ce qu'il finance : « la sécurité sociale est un payeur aveugle » ajoute l'auteur.

Et surtout, l'assurance maladie souffre d'une aggravation continue de sa situation mal appréhendée par la classe politique. La restructuration de l'appareil de production, largement excédentaire, qu'aurait dû accompagner les nécessaires réductions de l'offre et la modernisation de la gestion médicale, n'a jamais vu le jour. À cela s'ajoutent les abandons désastreux des réformes inachevées qui, en conjuguant leurs effets, ont assuré la dégradation continue du système d'accès aux soins à laquelle on assiste.

C'est aussi « qu'émergent sous nos yeux » les fondements du système de demain, à partir d'une sélection permanente de l'offre et des offreurs qui seule permettra de rendre indissoluble le couple qualité des soins et maîtrise des coûts.

Or si plusieurs solutions sont envisageables pour atteindre cet objectif, les conditions pour y parvenir passent par :

- une modernisation et une redéfinition des rôles des partenaires du système, des compétences des acteurs, du rôle de l'État dans ses fonctions de décision et du contrôle du rôle de gestion de l'assurance maladie.
- une répartition des ressources, qui s'appuie à la fois sur une régulation de la démographie médicale et le codage des actes, des prescriptions et des pathologies.
- une régularisation de la solidarité qui admet que « ce qui est obsolète et/ou excédentaire dans l'intérêt de la santé et de la cohésion sociale, génère des surcoûts qui étouffent le pays. »

Ruth Ferry

SÉCURITÉ SOCIALE

3^e édition

L. Daligand, M.-C.

Jacques, G. Jospin et al.

Paris : Masson, coll.

Abrégés, 1995/10, 193 p.

En dix-sept chapitres, cet abrégé rédigé par un maître de conférence et trois médecins, dans une nouvelle édition revue et corrigée, mise à jour en particulier en ce qui concerne les chapitres relatifs aux prestations familiales, à la convention nationale, à la loi hospitalière et aux contentieux, donne un panorama complet de l'organisation et du fonctionnement de la sécurité sociale et plus particulièrement de son régime général depuis ses origines (les premières ordonnances datent d'octobre 1995).

Il intéressera tous les praticiens, professionnels paramédicaux, divers personnels des organismes sociaux, qui trouveront les réponses à toutes les questions d'ordre juridique ou fonctionnel concernant la protection sociale.

LA PROTECTION SOCIALE EN FRANCE

M. de Montalembert (dir)

Paris : La Documentation française, coll. Les notices, 1995, 64 p.

Le système de protection sociale, mis en place progressivement depuis 1945 en France, joue un rôle essentiel dans la politique familiale, l'amélioration des ressources des personnes âgées, la protection des handicapés, la protection des travailleurs, l'accès aux soins de toute la population... Depuis quelques années, ce système est en crise, face au déséquilibre démographique, au problème de l'emploi et du chômage, l'augmentation inflationniste des coûts de la santé.

Paru à la Documentation française, sous la direction de Marc de Montalembert, cet ouvrage établit un bilan complet de l'ensemble du dispositif français.

LE SIDA ET LES FRAGILITÉS FRANÇAISES

J. de Savigny

Paris : Albin Michel,

1995, 377 p.

Dès l'introduction, l'auteur donne le ton de son ouvrage et par là même, le sens du titre qu'il lui a donné. « Arrivé à la tête de l'Agence française de lutte contre le sida sans expérience de la prévention, j'ai vite pris conscience que j'avais sur le sida des idées simples, influencées par les opinions largement répandues : le fléau du siècle mettant en danger l'humanité, véhiculé par des groupes à risque dont il fallait organiser le dépistage, tout en respectant, bien entendu, les droits des individus ». « Non, le sida ne menace pas le grand nombre mais il révèle à ceux qui n'en avaient pas conscience que la société dont ils sont membres est fragile. »

Écrit dans un style clair et pédagogique, l'ouvrage de Jean de Savigny comprend trois parties et onze chapitres. Le seul énoncé des titres de ces chapitres est en soi déjà éclairant :

- Consacrée à la lutte de la société contre le sida, une première partie est divisée en cinq chapitres :

1 – À la recherche d'une défense efficace (à côté de la tentative sécuritaire rarement absente, l'efficacité découle de l'appel à la responsabilité personnelle et à la solidarité de la population).

2 – Les risques (la tendance

naturelle est la recherche des groupes à risque alors que l'ennemi vrai sont les pratiques à risques).

3 – Premier objectif : malgré la difficulté de définir une stratégie de groupes de populations, la prévention auprès des groupes les plus exposés (homosexuels, toxicomanes, personnes originaires des DOM, immigrés, prostitué(e)s, personnes placées sous tutelle de la justice) constitue ce premier objectif.

4 – Second objectif : la population générale avec des remises en question (fantasmes des adultes sur les risques des jeunes, les femmes : de l'occultation à l'alarme, les transfusés : du risque majeur au risque nul, les exclus : du risque méconnu au risque majeur).

5 – La guerre contre le sida (il faut définir un chef de guerre, connaître le terrain, élaborer une stratégie, toucher le grand public).

• Également en cinq chapitres, la deuxième partie analyse la société atteinte par le sida.

6 – La prévention, ça marche ! (des constatations concordantes prouvent la baisse du nombre des contaminations) mais il faut redoubler l'effort.

7 – Des institutions en soit ébranlées (un pouvoir politique en décalage, le pouvoir médical en question, des Églises au pied du mur).

8 – La sexualité devient plus responsable avec notamment la prise de conscience de la nécessité de la protection absolue du multipartenaire.

9 – Le malade, un obligé ou un usager ? (des droits sont redéfinis, de nouveaux services leur sont proposés).

10 – Une opinion bouleversée, mais mûre et solidaire, en particulier grâce au réveil de l'esprit associatif ; la vigilance

à l'encontre des exclusions, la découverte de l'homme mortel, une société plus fraternelle sont souhaitables.

• La troisième partie est porteuse d'une conviction : « la France ne se sauvera pas seule ». L'auteur y aborde en particulier l'analyse qu'il fait de la pandémie mondiale et des moyens de la ralentir.

Secrétaire général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris et ancien directeur de l'Agence française de lutte contre le sida, Jean de Savigny a subi le choc culturel que le sida en général a entraîné au plan social et, comme beaucoup, la remise en cause de la toute-puissance de la science.

Le travail avec une équipe qu'il qualifie à juste titre de remarquable et ayant acquis une expérience inégalée dans la prévention du sida, comme les contacts quotidiens avec les responsables nationaux de la lutte contre le sida ou les travailleurs du terrain, ont fait rapidement entrevoir à l'auteur la complexité de la prévention d'une maladie qui a tous les caractères propres à soulever les fantasmes : « maladie de jeunes, maladie de pauvres, maladie de marginaux, maladie transmise par le sexe, véhiculée par un virus sournoisement dissimulé dans l'organisme pendant plusieurs années, se réveillant soudain sans raison expliquée, entraînant des manifestations parfois spectaculaires, toujours douloureuses, avec une issue fatale ».

Alors que la société réagissait avec retard, que les différents pouvoirs étaient désemparés et malhabiles et que le sida est d'abord apparu comme une maladie touchant des élites intellectuelles, observe Jean de Savigny, les malades du sida se sont révoltés contre les caren-

ces du système de soins et de prise en charge. Refusant de s'en tenir à l'attitude traditionnelle d'« obligés », il ont revendiqué leurs droits d'usagers d'un système de santé*.

Le livre que Jean de Savigny propose à ses lecteurs et amis n'est ni un traité scientifique sur le virus du sida et la maladie qu'il provoque, ni une analyse sur la situation des séropositifs ou des malades du sida, ni un état des recherches en cours. C'est la contribution d'un observateur clairvoyant, après une année de responsabilité dans la lutte contre le sida, à une réflexion déjà riche sur la société française aux prises avec cette maladie.

L'auteur entreprend de répondre avec pertinence aux questions que tout un chacun se pose : comment s'organise-t-elle contre l'épidémie ? Comment la société s'en trouve-t-elle affectée ? Surmontera-t-elle, en définitive, ce fléau ?

Sans craindre de prendre le contre-pied — de manière toujours élégante — des modes et des fantasmes collectifs, et bien que l'on peut espérer dans nos sociétés développées que le sida est sinon vaincu, du moins contenu, il nous aide à découvrir le prix que nous devons payer pour vivre avec lui parce que le sida est aussi devenu une maladie de l'imaginaire, ce prix est celui de la lucidité sur nous-mêmes et notre société.

Au demeurant, l'auteur observe que les programmes de santé les mieux élaborés échoueront si des catégories sociales, des minorités culturelles, ethniques ou sexuelles et, singulièrement en matière de sida, des femmes, n'ont pas accès à l'information ni la capacité de convertir celle-ci en modification de comportements. Cette observation, dépassant

l'épidémie du sida, trouverait à s'appliquer à tout programme de développement.

Jean de Savigny souligne avec force que la réflexion sur le statut des personnes à laquelle conduit une véritable prévention du VIH ne pourra plus, demain, se limiter au sida. Le sida nous a fait découvrir que la santé dans son ensemble se trouvait directement dépendante de la liberté, de la tolérance et de la justice sociale. La recherche de la santé publique ne peut désormais qu'inclure les concepts de liberté individuelle, de dignité de l'homme et de solidarité communautaire.

En conclusion, l'auteur estime que dans la course livrée à l'échelle du monde entre le virus et l'homme, le premier marque des points. Certes, l'homme a bien réagi dans les pays de la planète les plus développés et les résultats ne se sont pas faits attendre. Mais il serait inimaginable qu'après des siècles de progrès médical et scientifique autorisant une amélioration constante de la santé et du bien-être, notre monde se satisfasse d'une perspective aussi médiocre.

Pour l'auteur, et sa conviction est facilement partagée, là réside le véritable défi du sida : contre un virus qui se répand sur toute la terre, saurons-nous conduire cette « guerre mondiale » jusqu'à la victoire ? Lucidement, Jean de Savigny note : « en attendant le virus suivant ». Cette fois, il ajoute avec optimisme que grâce au sida, nous serons alors mieux préparés à y faire face. ■

* Ce qui a fait progresser de manière générale la reconnaissance des droits des patients (cf. la charte des patients hospitalisés du 6 mai 1995).

Louis Dessaint